



Le syndicat étudiant de Paris IV  
**ageps**  
 Association Générale des  
 Étudiants de Paris Sorbonne  
 01 40 46 32 27  
 www.ageps.free.fr  
 contact.ageps@gmail.com

Le bulletin sans concession de l'AGEPS, première organisation étudiante de l'Université Paris IV, mai/juin 2007, numéro 12

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

DANS LA PERSPECTIVE DES REFORMES,

# LA DEMOCRATIE ETUDIANTE A L'ÉPREUVE

## Éditorial

Le mardi 13 mars au soir, nous étions fatigués...mais heureux ! Et c'était grâce à vous. Pour une fois que nous venions vous demander quelque chose (vos suffrages en l'occurrence), vous avez répondu à l'appel en nous donnant près de 42% des voix. Même si la campagne pour les élections aux conseils centraux de Paris Sorbonne n'a pas été de tout repos, l'AGEPS reste aujourd'hui première force étudiante de Paris IV. Nous vous remercions de nous avoir renouvelé votre confiance pour les deux années à venir. Oh, je sais que certains d'entre vous ont été inondés de tracts et autres papiers, mais la faible participation à ces élections montre que cela n'a pas suffi. Peut-être est-ce parce que nombre d'étudiants estiment que ces élections ne servent à rien. Je me demande alors d'où sortirait notre bilan, et qu'est-ce qui pourrait bien nous pousser à passer trois, quatre ou cinq heures dans les conseils de l'Université... Rassurez vous, nous y tenons toute notre place et ne restons pas la bouche fermée. Un étudiant syndiqué, c'est bavard... En tout cas, c'est maintenant que tout commence. La victoire de l'AGEPS et la confiance que vous nous avez apportée, il va nous falloir l'assumer, et aborder en conseil les problèmes que nous avons soulevé tout au long de la campagne. Non, rassurez vous, je ne débatterai pas une fois de plus notre programme ici. Mais si vous voulez vous rafraîchir la mémoire, n'hésitez pas à aller faire un tour sur notre site web : il est beau, il est tout neuf, et il va très vite se remplir ! Les premiers conseils se sont tenus les 6 avril et 4 mai, et comme promis vous en avez quelques informations dans le Sorbonnard Déchainé. J'aimerais enfin revenir rapidement sur un problème qui touche le syndicalisme étudiant, et dont tout le monde pâtit : la faible engagement des étudiants en général. Si l'AGEPS peut se targuer d'avoir des membres sur nombres de sites des Paris IV, je dois avouer que nous sommes tout de même bien peu... Pourtant, à Paris IV il y a 21655 étudiants ! Alors n'hésitez pas à nous contacter pour nous demander plus de précisions sur notre activité syndicale.

Maxime LONLAS  
Président de l'AGEPS

## L'UNIVERSITE DE DEMAIN SELON NICOLAS SARKOZY

Les propositions de Nicolas Sarkozy au sujet des universités et de l'enseignement supérieur sont on ne peut plus claires. Si le candidat UMP avait écrit un ouvrage relatant de ces questions, le titre en aurait été : « De l'autonomie des universités et de la sélection... ». Que préconise Nicolas Sarkozy face au supposé déclin de nos universités tant décriées dans la campagne ? Sa réflexion est axée autour de trois thèmes : financement des universités et de la recherche, orientation des étudiants et organisation des universités.

Tout comme le président de Paris IV, Nicolas Sarkozy envisage de mettre en place « l'orientation sélective » à l'entrée de l'université. Le projet de l'UMP est très clair : la sélection permettrait de ramener nos universités au niveau des grandes écoles...Mais avec combien d'étudiants laissés sur le bord de la route ?

Nicolas Sarkozy ne veut plus d'une université « fourre-tout » qui, selon lui, ne répond pas aux besoins des entreprises. Il préconise un changement du mode de financement des universités, qui ferait la part belle aux investissements privés. Il veut aussi créer dans les universités des « incubateurs d'entreprises » sous la forme de zones franches. Au final, ses propo-

sitions sont aussi floues que celles de Ségolène Royal sur l'allocation d'autonomie, mais l'objectif est clair : faire entrer l'entreprise à l'Université.

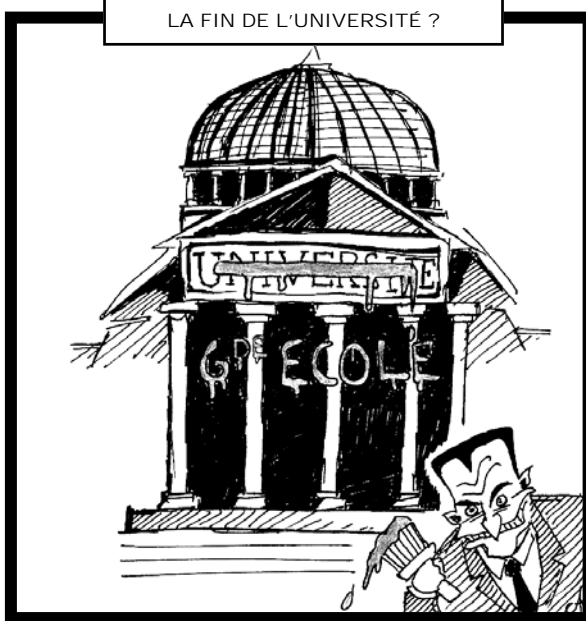
Les propositions du candidat sur le financement des universités et de la recherche sont des plus inquiétantes. Le candidat UMP prétend faire de l'université et de la recherche ses priorités budgétaires. Il prévoit une augmentation de 50% des financements publics alloués aux universités d'ici 2012. Comment y croire alors que l'UMP a déjà disposé de cinq années pour le faire ? Et qui octroierait ces nouveaux fonds ? Le ministère, les

régions, les collectivités locales ? En outre, ils seront alloués en fonction du taux d'insertion professionnelle à la sortie du cursus. Quid des humanités et de la valeur du savoir ? Quant à la recherche, Nicolas Sarkozy veut l'adapter aux besoins du marché. Les structures existantes (CNRS, INRA) deviendraient des agences de moyens et plus des centres de recherches à proprement parler.

Nicolas Sarkozy vise également à réformer en profondeur l'organisation de nos universités. Pour cela, il s'agirait d'instituer un conseil d'administration resserré (20 membres au maximum) où le rôle des étudiants serait amoindri et où les pouvoirs du président seraient renforcés. Pas de demi mesure chez notre nouveau président de la République : il augmente l'autonomie des universités mais oublie la démocratie au sein de la communauté universitaire, qui en était pourtant la contrepartie. A quand une université sans représentants étudiants ?

En bref, rien de neuf : les propositions de Nicolas Sarkozy ne sont en fait qu'une répétition des propositions des gouvernements Raffarin et Villepin. Nicolas Sarkozy est bien l'héritier idéologique de Jacques Chirac. Nous pensons aussi que l'université a besoin de se moderniser, mais pas ainsi. Nous n'avons pas voulu de ces réformes avec Jacques Chirac en 1986, nous n'en n'avons pas voulu avec Jean-Pierre Raffarin en 2003, nous n'en voudrions pas en 2007 avec Nicolas Sarkozy !

Alexandrine NANCY



## VOS ELUS EN ACTION DANS L'UNIVERSITE D'AUJOURD'HUI

Depuis les dernières élections, les élus de l'AGEPS ont siégé plusieurs fois dans les différents conseils : CEVU (Conseil d'études et de la vie universitaire) et CA (Conseil d'administration). Les étudiants peuvent faire entendre leur voix et débattre sur les projets de l'université : un lieu et un moment de démocratie...en principe. Voici donc un aperçu de ce qui se passe en réalité.

Des dossiers importants ont été soumis aux conseils ces derniers temps, à commencer par les frais d'inscription en Diplôme d'Université (DU). En 2004, ceux-ci avaient été doublés pour décourager le très grand nombre d'étudiants fantômes, qui s'inscrivaient dans ces filières dans le seul but d'obtenir une convention de stage, et qui ne venaient donc pas en cours. Cette année, le nombre d'étudiants en DU a été divisé par deux, du fait du durcissement de la législation concernant les stages. Malgré la forte

opposition de l'AGEPS, une nouvelle excuse a été trouvée pour laisser tel quel les frais d'inscription en DU : ce type de cursus coûterait plus cher à l'université que les autres. Il est étonnant que ce nouvel argument sorte seulement cette année, juste au moment où celui sur les étudiants fantômes n'est plus d'actualité...

Il y a une victoire dont nous sommes fiers, mais que nous ne trouvons pas suffisante : nous demandions depuis un longtemps déjà une semaine de révision pour les étudiants. Cela a été acquis, en partie : une demi semaine de révision sera mise en place dès l'année prochaine, avant les partiels de second semestre. Bien entendu, nous continuerons d'en demander une entière, et pour chaque semestre : les vacances de Noël ne doivent pas servir aux révisions.

Un des enjeux pour l'AGEPS au CEVU a été l'élection du Vice Président de ce conseil, rôle important au

sein de l'université puisqu'il est véritablement un intermédiaire entre les étudiants et les personnels enseignants et administratifs. Maxime Lonlas, l'actuel président de l'AGEPS, se présentait face à Paul-Victor Desbarre, président de DIES. Il a été élu à dix voix contre huit.

Quelques nouvelles péle-mêle des projets de J.-R. Pitte pour Paris IV : la fusion qui devait s'opérer avec Paris III est pour l'instant en stand-by. Nous avons aussi eu le droit au début du CA à une longue présentation de Paris Universitas. Cette

association est un regroupement d'universités parisiennes qui souhaiterait l'intégration de Paris IV. Mais après une écoute attentive de M. Béréziat (président de Paris Universitas), nous constatons que cette association n'est qu'un moyen pour les présidents d'université de faire monter leur « entreprise » dans les classements mondiaux, sans aucun avantage pour les étudiants.

Bientôt de nouveaux conseils vont avoir lieu, où nous devons sans cesse nous battre pour faire valoir la démocratie à Paris IV.

Claire AMIOT

### La phrase du mois

Quelle ne fut pas notre surprise de découvrir, dans le tract distribué par le syndicat DIES lors des élections étudiantes, cette phrase anodine : « Nous avons été les seuls à défendre le maintien de la session d'examen de juin 2006 ». Pourtant, lors du CEVU qui décida du maintien de nos examens, alors que vos élus AGEPS défendaient et obtenaient le maintien de cette session, les élus DIES ne pensaient qu'à insulter les étudiants mobilisés contre le CPE. Quand les trous mémoires sont aussi béants, ils en deviennent gênants.

Amis lecteurs, soyez heureux! Votre publication étudiante préférée, *Le Sorbonnard Déchainé*, fait des émules. Au point que le mot contrefaçon s'imposerait presque si nous avions l'esprit mesquin. L'UNEF Paris 1 vient de créer son journal, *Trait d'Union* (qui n'est autre que le nom... de l'ancien journal de l'AGEPS), qui reprend pratiquement au détail près notre maquette. Malheureusement, le contenu est loin d'être à la hauteur du contenant! Dommage que l'UNEF Paris 1 ne nous ait pas informés de ce plagiat: nous leur aurions peut-être donné aussi des conseils de rédaction. :)

C'est connu. Parmi les vieilles pierres, il est courant de voir se promener des fantômes. Nous pensons que la Sorbonne échappait à la règle. Et bien il n'en est rien! Nous avons, ou plus précisément nous n'avons pas, fait la connaissance de l'élus fantôme du syndicat DIES, lequel revendique 8 sièges et... ne que 7 élus. Etrange? Pas tant que ça quand on sait que les subventions ont été miraculeusement comptabilisées selon le nombre de sièges. Merci qui? Merci Monsieur le Président! :)

La Sorbonne est une vieille dame, mais ça n'est pas son grand âge qui l'empêche de voyager. De toute manière elle n'a pas le choix: on est en train de vendre son nom aux quatre coins du monde! Après Abu-Dhabi, le président de notre illustre université envisage d'aller ouvrir des antennes au Japon, en Corée, en Grèce, aux Etats-Unis, etc. Décidément aujourd'hui, tout s'achète et tout se vend. Avis à tous les pays du monde qui en ont les moyens: la « marque » Sorbonne est en solde...

Au sein de l'UNEF, beaucoup se réclament de la charte d'Amiens (1906), qui affirme l'indépendance syndicale par rapport au monde politique. Cela fut encore le cas lors du 80ème congrès, à Lille. Cependant, ces déclarations d'intention sont assez vite oubliées en période de campagne présidentielle: Bruno Julliard n'a pas hésité à appeler à voter contre Sarkozy à l'occasion du 1er mai. Il y a parfois un abîme entre les paroles et les actes.

L'indépendance de la recherche? Au diable! - vous répondrons nos gouvernants actuels. Il faut s'adapter au monde de l'entreprise! Fort heureusement les chercheurs, eux, ont gardé les pieds sur terre en voulant éviter que leurs axes de recherche leurs soient dictés par Dassault&co. En effet, selon Le Monde du 29 mars dernier, ils sont 82% à se prononcer contre « une augmentation de l'investissement privé dans la recherche publique ». A bon entendre...

# L'UNIVERSITE DE DEMAIN SELON JEAN-ROBERT PITTE

Vous avez sûrement lu ou entendu, ces derniers temps, Jean-Robert Pitte. Que ce soit sur LCI, dans une interview à l'Observatoire de Boivigny, dans le Figaro, ou ailleurs, le très médiatique président de notre université n'a de cesse de nous donner sa version des travers de l'Université Française et des réformes à faire. Cette volonté de transformer le cadre de formation d'une jeunesse qui, je cite, « a 60 ans d'âge mental » sous prétexte qu'elle se bat contre la précarité, risque de transformer bientôt Paris-Sorbonne en un laboratoire. Faisons donc un tour d'horizon de l'université de demain selon Jean-Robert Pitte.

L'interview la plus récente et la plus complète est celle de l'Observatoire de Boivigny. L'angle d'attaque est clair dès la première question: « les étudiants les meilleurs, ceux qui pourraient profiter de notre enseignement, sont en classes préparatoires ». Voilà qui a le mérite d'être clair: seul une « élite », ceux qui sortent de prépa, peuvent profiter vraiment de l'enseignement des professeurs de la Sorbonne. Les autres, qui ont choisi l'université dès la première année, sont forcément moins bons, et surtout, pour une grande partie, ne sont là que parce qu'on a pas voulu d'eux ailleurs! « Ils ne sont pas à leur place, puisqu'ils n'ont pas été sélectionnés », nous dit Jean-Robert Pitte. Je suis sûr qu'ils apprécieront qu'on leur dénie le droit à une bonne formation sous prétexte qu'ils n'ont pas choisi directement les grandes écoles ou les classes préparatoires...

On l'aura compris, pour le président de notre université, l'avenir de l'université passe avant tout par la sélection. Aujourd'hui, « nous pratiquons la sélection par l'échec ! », nous dit-il, désignant bien évidemment les examens. Pourtant, cette « sélection », qui se fait tout au long de la licence, peut tout aussi bien être appelée « sélection par

la réussite »: elle permet à chaque jeune de tenter sa chance. Chacun a ainsi le droit à une formation sans être sélectionné a priori, et peut être jugé sur ses capacités réelles dans ce nouveau cadre qu'est l'université, très différent de l'enseignement secondaire. En outre, on ne perd jamais son temps à être formé: la forme actuelle du premier cycle universitaire, qui accueille une grande partie de la jeunesse, permet d'offrir à la population l'éducation nécessaire à la modernisation de la société, dans un monde où la maîtrise des connaissances est indispensable. L'université forme aussi des citoyens, aptes à juger et à comprendre le monde qui les entoure.

L'idée qui sous-tend la réflexion sur la sélection est la valeur du diplôme, avec la remise au goût du jour du vieux syllogisme « Ce qui est rare est cher... ». Il ne faudrait pas cependant que le diplôme devienne « l'âne à trois pattes »! Ce qui fait la valeur d'un diplôme, ça n'est pas sa rareté, mais son contenu. Plus la jeunesse sera formée, plus elle sera apte à affronter les défis qui s'offrent à nous. De plus, ça n'est pas en écartant tout un pans de la jeunesse de l'enseignement supérieur qu'on résoudra les problèmes de l'université française. Le problème essentiel se situe au niveau des moyens dont elle dispose. Il faut faire les choix qui permettront à l'Université Française de toujours mieux former tous ses étudiants, en laissant à chacun sa chance, et non pas ceux qui lui permettront d'en former seulement une petite partie pour en faire une élite. C'est une histoire de volonté politique.

La forme de sélection qui a été évoquée jusqu'ici est la sélection par dossier ou concours. Mais c'est loin d'être la seule dont parle Jean-Robert Pitte. Je cite: « Il faut permettre la sélection des étudiants, augmenter les frais

d'inscription, réformer la gouvernance des universités ». Intéressons-nous au deuxième point de ce triptyque, qui revient tel une litanie: on nous explique clairement que la sélection par l'argent est aussi à envisager. Eh bien! Voilà qui va encore améliorer les chances de ceux qui n'en ont déjà pas...L'idée de base est simple: il faut que les étudiants payent pour leur formation, et que l'université acquiert une « autonomie financière ». Et Jean-Robert Pitte d'expliquer quelques lignes plus loin que les droits d'inscription à Paris-Sorbonne Abu Dhabi s'élèvent à 13 000 €, ce qui pourrait permettre, « à terme, d'être autonomes ». Peut-être n'irait-il pas jusque là, mais voilà qui nous éclaire sur ce que pourrait donner l'autonomie financière que le président de notre université appelle de ses vœux.

Je pose donc la question: n'est-ce pas plutôt à la société toute entière, qui a besoin d'une jeunesse cultivée et capable, de se donner les moyens de la former? Ou va-t-on faire peser sur les étudiants, dont plus de 800 000 travaillent déjà à côté de leurs études, pour financer leur quotidien, une part de plus en plus importante du coût de leur formation? Encore une fois, on est plutôt avec le président de notre université dans l'idée du chacun pour soi, où l'étudiant ne doit rien à personne sauf à lui-même, et où la société toute entière s'éloigne de ce qui constitue pourtant son avenir, c'est-à-dire de sa jeunesse.

Le troisième point du triptyque précité a le mérite de clarifier la place de l'étudiant dans l'université selon Jean-Robert Pitte, si on la met en perspective avec ce qui est énoncé quelques lignes plus bas: « Un étudiant, selon moi, n'a rien à dire sur le budget de son établissement, ni sur les programmes et les modalités de contrôle des connaissances. C'est la même chose pour les person-

nels administratifs d'ailleurs.» Non content d'être sélectionné et de devoir payer, l'étudiant selon le président de notre Université n'a rien à dire sur ce qui le concerne pourtant directement. Aucun contrepoids, aucune remarque, rien ne sera accepté. Finalement, nous sommes autorisés à donner un avis sur des problématiques qui concernent le CROUS (logement, bourses), et aussi sur l'évaluation des enseignements. Mais ça n'est qu'une évaluation, rien de contraignant. Quelle drôle de conception de la communauté universitaire...La réforme de la gouvernance des universités selon Jean-Robert Pitte est donc simple: une plus grande autonomie dans l'exercice de ses fonctions, avec des étudiants qui se taisent et des personnels administratifs qui en font tout autant. Il me semblait pourtant qu'en contrepartie de la relative autonomie donnée aux universités par la loi Savary, nous avions droit à un peu plus de démocratie...

Au final, la réforme de l'université proposée par le président de notre université n'a rien d'original: c'est simplement la volonté claire de transformer l'université française en une série de grandes écoles, en compétition les unes avec les autres. Elles auraient toutes la possibilité de sélectionner par l'argent, les concours ou les dossiers, les étudiants qu'elles accueillent, tout en en laissant la plus grande partie sur le bord de la route. Ce que signifierait l'adoption par Paris IV du statut de « grand établissement », ainsi que le propose notre président, est clair: cela ferait de notre université le laboratoire de l'Université de demain...selon Jean-Robert Pitte!

Maxime LONLAS



## Zone d'info

### Les Commissions

Les élus étudiants des conseils centraux peuvent siéger dans des commissions. Les élus de l'AGEPS y sont majoritaires parmi les élus étudiants. Elles concernent divers aspects de la vie étudiante et il est utile de les connaître. Voici donc les plus importantes.

Il existe deux commissions FSDIE (Fond de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes). La commissions **Aide aux projets étudiants** permet à l'université d'aider les étudiants à réaliser un projet en apportant un support financier et matériel. La commission **Aide Sociale** permet d'allouer une aide d'urgence aux étudiants de Paris IV en grande difficulté financière au cours de l'année.

A cela s'ajoute la commission des bourses, qui se réunit une fois par an pour distribuer les bourses à Paris IV: nous y avons obtenu la mise en place des bourses sur critères sociaux.

Il existe enfin la commission disciplinaire, qui est, il faut bien le dire, le tribunal des étudiants de Paris IV ayant commis une faute. Nous y sommes les avocats des étudiants convoqués, préparant leur défense avec eux, et bataillant jusqu'au bout pour leur éviter une sanction.

Autant dire que notre rôle de première organisation étudiante de Paris IV a plusieurs visages mais qu'il est d'une importance primordiale pour tous les étudiants.



01 40 46 32 27  
www.ageps.free.fr  
contact.ageps@gmail.com

*Première organisation étudiante de Paris IV, l'AGEPS dispose de nombreux élus dans les différents conseils d'UFR et, jusqu'à aujourd'hui, de 10 élus dans les conseils centraux de Paris IV. En tant qu'étudiants, nous travaillons chaque jour à ce que notre voix à tous soit prise en compte dans la gestion de la fac.*

**Rejoignez-nous!**  
**Nos locaux:**  
SORBONNE: salle E660bis, cour Cujas, à côté du service des bourses  
MALESHERBES: salle 113, premier étage  
CLIGNANCOURT: salle 303, RDC, à gauche en sortant des amphithéâtres

**Le Sorbonnard Déchainé:**  
Directeur de publication: Maxime LONLAS, Rédacteur en chef: Claire AMIOT, Comité de rédaction de ce numéro: Hichem AKTOUCHE, Mathilde MEREAU, Alexandrine NANCY, Marco OVED, Pauline PLANCHAIS, Simon VACHERON, Dessin: Julien AUVERT, Maquette: Xavier HENRY